

La voix dissonante du Forum de São Paulo

Soumis par Maurice Lemoine
29-07-2018

La 24e édition du Forum de São Paulo (FSP), rencontre qui rassemble les partis et mouvements progressistes de l'Amérique latine et de la Caraïbe, est tenue à La Havane du 15 au 17 juillet. Fondé en 1990 par le président cubain Fidel Castro et celui qui n'était encore que le dirigeant au Brésil du Parti des travailleurs (PT), Luiz Inácio Lula da Silva, ce rassemblement accueille tant des partis de gauche modérés que des formations forgées dans la lutte armée, des partis communistes (dont le PCC cubain) et leurs différentes scissions. « Affronter le néolibéralisme en Amérique latine, nous expliquera bien plus tard Valter Pomar, membre de la direction nationale du PT, exigeait une attitude ouverte et plurielle, prenant en compte tant la crise traversée par le communisme que celle frappant la social-démocratie. »

Présent à La Havane et évoquant, lors de la journée de clôture de cette édition 2018, son prédécesseur à la présidence du Venezuela, Nicolás Maduro a rappelé avec émotion : « [Hugo] Chávez disait que quand toutes les lumières se sont éteintes dans le monde ; quand l'Union soviétique est effondrée et que son pouvoir est désintégré en mille morceaux ; quand l'ancien bloc des pays socialistes est écroulé et est tombé entre les mains du capitalisme ; quand il semblait que le monde unipolaire, le consensus de Washington et la fin de l'Histoire imposaient, il y a eu une lumière et un drapeau est levé en Amérique latine. Depuis Cuba, depuis le Brésil, depuis le Forum de São Paulo, cet espace de lumière et de lutte est dressé. »

À la naissance du FSP, un seul parti membre exerçait le pouvoir : le PCC de Fidel Castro. La droite, partout ailleurs, imposait son hégémonie. Depuis la fin des années 1990 et leur tournant historique, la majorité des autres partis, modérés ou radicaux, ont accédé à un moment ou à un autre, par les urnes, à la magistrature suprême et au Venezuela, en Uruguay, en Bolivie, au Chili, au Brésil, en Equateur, au Nicaragua, au Panamá, au Paraguay, au Salvador, pays auxquels s'ajoute, depuis le 1er juillet dernier, le Mexique, grâce à la victoire du Mouvement de régénération nationale (Morena) d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO).

Cette victoire, elle aussi historique, ne peut néanmoins occulter le recul et les difficultés de gauches de gouvernement, en particulier les plus radicales, que les secteurs conservateurs et en bonne logique n'ont jamais accepté. La gauche est tolérée que lorsque elle se soumet aux codes du monde dans lequel elle navigue. Pas lorsqu'elle attaque au néolibéralisme et bouscule (ne serait-ce qu'en partie) ses diktats.

Les gouvernements progressistes (ou « populistes », pour satisfaire les grincheux), comme tous les autres, commettent des erreurs, des impairs. Des fautes politiques parfois. Qu'ils les paient dans les urnes et comme en Argentine (2015) est évidemment dommageable, mais rien de scandaleux. En revanche, quand la nouvelle restauration conservatrice utilise le coup d'Etat « militaro-parlementaire » (Manuel Zelaya, Honduras, 2009), « parlementaire » (Fernando Lugo, Paraguay, 2012), « juridico-parlementaire » (Dilma Rousseff, Brésil, 2016), condamne sans preuves un ex-chef de l'Etat pour l'exclusion de la vie politique (Lula, Brésil, 2018), tente d'en faire incarcérer d'autres, dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons (l'équatorien Rafael Correa ou même l'argentine Cristina Fernández de Kirchner), déstabilise une nation souveraine (le Venezuela depuis l'arrivée au pouvoir de Maduro), elle remet à l'ordre du jour le déni de démocratie et l'oppression. Avec la bénédiction d'un ordre médiatique globalement peu porté à reconnaître une infamie flagrante quand il a sous les yeux. En témoigne le traitement des deux crises les plus graves de la période, celle récurrente du Venezuela, et celle, actuellement en plein paroxysme, du Nicaragua.

Pour peu que l'on fasse preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle ou simplement journalistique, en aucun cas l'explosion de violence nicaraguayenne ne peut être qualifiée de lutte du bien contre le mal, des « gentils étudiants » contre le méchant « caudillo » [1]. Lire : Daniel Ortega. Qu'un policier (ou un civil) tuant un manifestant soit un assassin est parfois ou souvent vrai. Tout dépend du contexte et des circonstances. Mais qu'un contestataire mâtiné de délinquant blesse un policier (ou un militant sandiniste), le tue, l'arrose d'essence, puis le brûle, n'en fait pas, même béni par les évêques, un membre pacifique de la « société civile ».

Il faut une certaine dose de naïveté, d'arrogance de ceux qui savent disposer à l'étranger de puissants appuis ou une totale méconnaissance du Nicaragua pour s'imaginer que, dans un pays où ils ont renversé au prix de milliers de morts la dictature de Somoza, puis ont résisté, les armes à la main, au prix d'autres milliers de morts, pendant dix ans, à l'agression américaine, puis ont accepté de rendre démocratiquement le pouvoir après avoir perdu les élections, puis les ont regagnées tout aussi démocratiquement et ont bénéficié de programmes sociaux, les sandinistes acceptent sans réagir de voir l'opposition se livrer à une tentative brutale de renversement du président qu'ils ont élu. D'où, aux côtés des forces de l'ordre, l'apparition de groupes de militants souvent « historiques » et rebaptisés « paramilitaires » par les médias et répondant parfois par les armes, pour le meilleur et la libération de populations prises en otage et aussi le pire

– une violence meurtrière incontrôlée –, à une situation insurrectionnelle également armée (ce qui ne signifie nullement qu’il n’existe pas d’opposants pacifiques, on aura compris).

Seulement, il est parfois très mal vu de se référer à un « réel » aussi complexe. Et la solidarité avec les « étudiants » dressés contre « l’infernale couple sandiniste Ortega-Murillo [2] » (comme ceux du Venezuela opposant en 2014 à Maduro !) prend parfois de bien curieux chemins. Le 20 juillet, en France, en appelant à l’arrêt immédiat des violences (option que nous partageons), le Groupe d’amitié interparlementaire France – Mexique et pays d’Amérique centrale a « condamné l’aggravation des attaques visant ces derniers jours des groupes de religieux et d’étudiants qui manifestent contre le gouvernement » et déploré « l’intervention de groupes paramilitaires [« sandinistes »] lourdement armés. »

Pour arriver à cette conclusion sans nuance, qui ne met en cause que le pouvoir, ce groupe d’élus est contenté de recueillir le témoignage de trois étudiantes d’opposition en tournée de propagande européenne, qui lui ont été amenées sur un plateau, et de s’entretenir avec des représentants de la section française d’Amnesty International. Certes très respectée, cette organisation non gouvernementale (ONG) a une fâcheuse tendance à ne condamner « que » la violence des Etats et paraît considérer relevant de « la violence légitime », nous y revenons, la déstabilisation, l’organisation insurrectionnelle du chaos, la tentative assumée de renversement d’un président démocratiquement élu, l’utilisation des séquestrations et de la torture, ou l’usage d’armes létales contre les forces de sécurité. Toutes choses dûment constatées au Nicaragua (et en 2014 et 2017 au Venezuela).

Pourquoi ne pas prendre également en compte l’appel de l’Association des travailleurs ruraux (ATC), référent nicaraguayen de l’également très respectée (mais dans les milieux populaires et anticapitalistes) Vía Campesina, pour que « cesse la violence et la manipulation médiatique des classes dominantes avec l’appui des forces de l’Empire [lire : les Etats-Unis] [3] » ?

Cette suggestion passablement naïve ne tient évidemment pas compte de la composition politique de ce groupe parlementaire de supposés amis français du Nicaragua : huit de ses membres appartiennent au parti Les Républicains (LR) ; neuf à l’Union centriste (UC) ; quatre au Groupe socialiste et républicain (SOCR, socialiste et apparentés) ; un à La République en Marche (LREM) ; un au Rassemblement démocratique et social européen (RDSE, très majoritairement « macroniste »). Disons : du centre mou (pour être aimable) à la droite dure (pour être précis).

On retrouve là une configuration similaire à celle du Groupe parlementaire d’amitié France-Venezuela, dont la présidente Michèle Crouzet (LREM) a organisé le 5 juillet, au siège de l’Assemblée nationale, à l’occasion de la commémoration du jour de l’Indépendance vénézuélienne, un « débat » pour lequel elle n’a invité que des intervenants viscéralement « antichavistes » – dont (à titre d’anecdote significative) Paula Doumerg-Osorio, franco-vénézuélienne militante à Paris du très droitier parti Voluntad Popular et, en même temps, collaboratrice à l’Assemblée de Guillaume Gouffier-Cha, député LREM du Val-de-Marne.

A ces adversaires somme toute évidents, se joignent curieusement d’autres chevaliers de « l’axe du bien ». Le 18 juillet, un groupe latino-américain « d’intellectuels, de militants sociaux et d’universitaires », comme eux-mêmes se définissent, a émis une « déclaration urgente sur le Nicaragua » : « Nous voulons exprimer notre profond rejet face à la très grave situation de violence politique d’Etat et de violation des droits humains que traverse le Nicaragua, avec pour responsable l’actuel régime Ortega-Murillo ». Suit une dénonciation féroce du « dictateur, aveugle de pouvoir et aux mains tachées de jeune sang » et du « gouvernement illégitime et criminel qui, aujourd’hui, usurpe la mémoire sandiniste [4] ». Parmi les signataires, le ban et l’arrière-ban de « l’anti-corréisme » équatorien dit « de gauche » emmené par Alberto Acosta, les détracteurs d’Evo Morales sous la conduite de Pablo Solón [a] et, emmenés par l’inévitable Edgardo Lander, les contempteurs dits « progressistes » de Maduro.

Un texte du même type et émanant de la même mouvance avait circulé le 30 mai 2017 pendant la phase insurrectionnelle sanglante (125 morts) de la déstabilisation du Venezuela, sous le titre « Appel international urgent pour stopper la montée de la violence au Venezuela [5] ». Une formulation louable. Mais une escroquerie, par sa seule dénonciation d’un « gouvernement de plus en plus délégitimé, prenant un fort caractère autoritaire (…) principal responsable de la situation ». Par son parti pris évident, cet appel avait donné lieu à une réponse diffusée par le Réseau des intellectuels, artistes et mouvements sociaux en défense de l’humanité : « Qui accusera les accusateurs ? [6] »

Un malaise existe et il n’est pas forcément inutile d’en faire état. Avec ses faiblesses, mais aussi ses incontestables réussites, la gauche latino-américaine doit désormais se battre sur deux fronts. Contre la droite conservatrice, ce qui ne surprendra personne. Mais aussi contre certains secteurs de ce qu’on appelait autrefois l’extrême gauche, lesquels, « post-trotskistes », « anarcho-irresponsables », « académiques haut de gamme », « khmers verts » de l’écologie (sans parler du sous-courant des « marxistes narcissistes » qui, depuis Paris, Caracas, Buenos Aires ou Quito, inondent les réseaux sociaux), à l’instar de la gauche institutionnelle, ont perdu leurs repères et leurs fondamentaux. Localement ultra minoritaires, dépourvus de poids politique, mais exerçant une

réelle influence grâce aux réseaux de leurs alliés, amis et groupuscules internationaux (en particulier européens), ils confortent l'offensive de la droite et de l'extrême droite en les rejoignant, non dans une critique nécessaire et légitime, mais dans des dénonciations outrancières et des analyses extravagantes. Celles d'un supposé « autoritarisme de Correa » pendant ses dix années de pouvoir, de la « régression nationale-stalinienne » de Maduro, du « retour de la dictature » au Nicaragua (sans par ailleurs avoir seulement l'idée d'indigner dans une de leurs brillantes tribunes contre l'extermination silencieuse des dirigeants populaires et sociaux en Colombie – plus de 300 depuis 2016).

A l'abri du regard théorique, indifférents aux difficultés et aux contradictions de la pratique du pouvoir, que démultiplient par ailleurs les diverses techniques de déstabilisation employées par la réaction, ces faiseurs d'opinion estampillés « think tank », ONGs (et bailleurs de fonds), carrières universitaires, chapelles, clans et coteries, se comportent en alliés objectifs des présidents faucons Donald Trump (Etats-Unis), Juan Manuel Santos ou son successeur Ivan Duque (Colombie), Mauricio Macri (Argentine), de l'Organisation des Etats américains (OEA), des médias dominants (qui se poulèchent les babines à chacun de leurs communiqués), quand bien même les plus « purement révolutionnaires » d'entre eux terminent religieusement chacun de leur article ou intervention par un vibrant et surtout très confortable « nous dénonçons autant la dérive autoritaire de Nicolás Maduro que la droite putschiste vénézuélienne et les menaces d'intervention militaire des Etats-Unis, parce que nous défendons l'intérêt des classes populaires face à tous leurs ennemis. » Magnifique ! Mais, en présentant (dans le moins pire des cas) une pièce désenchantée qui renvoie tout le monde dos à dos, ils génèrent la confusion. Alors qu'une agression féroce s'abat sur les forces post-néolibérales, ils cassent les solidarités au sein des secteurs progressistes européen, et en particulier chez les plus jeunes qui, peu connaisseurs de cette région du monde et de son histoire, tiraillés entre des versions contradictoires, ne savent plus que penser.

Sur la gauche du champ politique, deux thèses s'affrontent donc à fleurets de moins en moins mouchetés. Dans son appel « Nicaragua » et sa dénonciation de la répression, la noble Inquisition haut de gamme s'indigne : « Et cette indignation devient encore plus intense quand ce panorama de violence politique d'Etat s'accompagne du silence complice de leaders politiques et de référents intellectuels (auto)proclamés de gauche. » Dans la tranchée d'en face, beaucoup plus modeste, car émanant de paysans nicaraguayens, l'Association des travailleurs ruraux (ATC) avertit : « Nous informons [la Coopération latino-américaine des organisations rurales (CLOC) et la Vía Campesina] que certains réseaux sociaux, ONG internationales et analystes qui s'auto-définissent comme de gauche se font l'écho de l'appel des forces réactionnaires au Nicaragua et, à travers une communication permanente, tergiversent la réalité du pays en prétendant représenter la majorité du peuple et la vérité absolue ; en tant que partie prenante de la manipulation médiatique, ils vont jusqu'à favoriser des déclarations qui ne tiennent aucun compte des faits et de la souffrance du peuple de Sandino (…). »

Qui croire ? On ne prétendra pas ici détenir « la vérité ». En revanche, pour éclairer la lanterne de ceux qui s'interrogent de bonne foi, on se penchera, en s'attachant aux faits, sur le récent Forum de São Paulo (que l'appareil médiatique, est-ce un hasard, a totalement occulté).

Dans une lettre envoyée à ce « Foro » depuis la prison de Curitiba où le pouvoir judiciaire brésilien le séquestre [7], Lula a évoqué les lointaines années 1990 : « Ce que nous ne prévoyions pas, c'était que le Forum de São Paulo prendrait l'importance qu'il a prise et qu'il continuera à avoir car il a été le plus important, le plus large et le plus durable des forums de débat de la gauche latino-américaine et caribéenne tout au long de ces vingt-huit années. »

On en juge … Du 15 au 17 juillet dernier, ont honoré le FSP de leur présence l'amphitryon et chef d'Etat Miguel Díaz Canel (Cuba), les présidents Nicolás Maduro (Venezuela), Evo Morales (Bolivie), Salvador Sánchez Cerén (El Salvador) ; le premier ministre de Saint-Vincent-et les-Grenadines, Ralphs Goncalves ; les ex-chefs d'Etat Dilma Rousseff (Brésil), Manuel Zelaya (Honduras), Martín Torrijos (Panamá), Kenny Anthony (Sainte-Lucie) ; l'ex-premier ministre Denzil Douglas (Saint-Christophe-et-Nieves) ; des figures de premier plan comme l'ex-sénatrice colombienne Piedad Córdoba ; Adán Chávez, frère de feu Hugo ; Oscar López Rivera, dirigeant indépendantiste portoricain emprisonné pendant plus de trente-cinq ans dans les geôles étatsuniennes, récemment libéré le 17 mai 2017, à 74 ans. Et, surtout, c'œœlur battant du grand « remue-méninges », 625 délégués appartenant à 168 organisations, partis politiques, mouvements sociaux et intellectuels, des observateurs d'une vingtaine de pays non latinos ainsi que 60 parlementaires venus du monde entier.

Parlons cuisine ! Tout auteur ou journaliste (digne de ce nom), confronté à des listes interminables, soit les ignore, soit les résume – « les personnalités », « les mouvements sociaux » –, soit les colle dans une note de bas de page (que bien peu liront) pour ne pas infliger au lecteur un décryptage rébarbatif et fastidieux. Nous ne le ferons pas ici. « S'informer fatigue », écrivit en octobre 1993, dans Le Monde diplomatique, Ignacio Ramonet. Nous confirmons et demandons encore un effort à ceux qui ont eu la patience de nous suivre jusqu'ici. Puisqu'il s'agit d'une certaine manière de mesurer la « représentativité » de tel ou tel courant, il n'est pas inconvenant d'en connaître les acteurs.

Etaient donc présents à ce FSP les partis de gauche de l'Argentine, d'Aruba, des Barbades, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de Curaçao, d'Equateur, du Salvador, du Guatemala, de Haïti, du Honduras, de la Martinique, du Mexique, du Nicaragua, de Panamá, du Paraguay, du Pérou, de Porto Rico, de la République dominicaine, de Trinidad et Tobago, d'Uruguay et du Venezuela.

Au nom du mouvement populaire, se sont également exprimés : l'ALBA Mouvements, l'Assemblée internationale des peuples, le Groupe de travail pour la démocratie et contre le néolibéralisme, le Réseau en défense de l'humanité, l'Assemblée des peuples de la Caraïbe, la Coordination latino-américaine des organisations rurales (CLOC), Vía Campesina, la Marche mondiale des femmes, la Rencontre syndicale de notre Amérique, le Front continental des organisations communales, les Amis de la terre, Latindad, le Mouvement des affectés par les barrages, etc. Toutes organisations difficilement assimilables à des « intellectuels de cour », pour reprendre une expression qui fait flores dans certains milieux.

Il fallait résumer : un « collectif politique » aussi représentatif que le permet la nature humaine des gouvernants et des gouvernés.

Le lieu de ce rassemblement avait valeur de fort symbole. La Cuba « post Castro », toujours debout et en train de préparer, sous l'autorité du président Díaz Canel, une nouvelle Constitution adaptée aux temps nouveaux [8]. Sans renier en rien les anciens. Toujours premier secrétaire du PCC, Raúl fut particulièrement ovationné lors de l'ouverture et encore davantage lors de l'hommage général, rendu en clôture, à son frère Fidel. Non que l'ensemble des participants ait comme référence ou projet une décalque du système politique cubain, mais en témoignage d'admiration pour la résistance de la « génération historique » et d'un peuple qui n'ont jamais plié malgré les vicissitudes, plus de soixante années d'attaques permanentes et d'embargo étatsunien. Un exemple pour ceux qui aujourd'hui se battent contre les mêmes ennemis et le même type d'agression.

Comme il se doit dans ce type d'événement, qui fonctionnent aussi à « affectif », les « leaders » ont été attentivement écoutés. Pour ne pas dire avec ferveur. Victime d'un coup d'Etat en 2009, six mois après avoir rejoint l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) [9], le Hondurien Manuel Zelaya, sous les acclamations, a persisté et signé : « Si je devais aujourd'hui à nouveau demander mon entrée dans l'ALBA, une organisation à vocation anti-impérialiste et anticapitaliste, démocratique et solidaire, je le ferais avec encore plus d'orgueil, plus de dignité, de conviction et de responsabilité. »

Lors de leurs diverses interventions, en dénonçant l'obscène condamnation et incarcération de Lula, l'ex-présidente Dilma Rousseff, elle aussi défenestrée illégalement, et la présidente du Parti des travailleurs Gleisi Hoffmann ont et commenté la peur de la droite brésilienne de le voir remporter l'élection présidentielle d'octobre prochain si elle le laisse se représenter.

Lula lui-même, dans sa lettre, a synthétisé ce qui se révélera pendant quatre jours être la philosophie générale du FSP : « Je l'ai toujours dit : ils veulent nous affronter, qu'ils le fassent politiquement, qu'ils soient candidats et qu'ils nous battent démocratiquement. Nous n'en avons pas peur et nous saurons les affronter et discuter avec le peuple de l'avenir qu'il veut (…) Ils veulent empêcher de participer aux élections de cette année mais jamais ils ne me feront taire ni ne m'empêcheront de lutter pour les droits du peuple brésilien, latino-américain et caribéen. » Avant de terminer « à la latina » par « une grande accolade de Lula ».

Du géant brésilien au confetti de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, au-delà des apparences, il n'y a eu qu'un pas. Lorsque vint son tour de s'exprimer, le premier ministre Ralph Gonsalves appela à appuyer le peuple brésilien, mais aussi à défendre Caracas et Managua : « Un jour c'est le Venezuela, un autre le Brésil, maintenant le Nicaragua, ce qui nous rappelle en permanence le coup d'Etat contre Zelaya (…). »

On grincera sans doute, ici où là, que le discours du « despote » Maduro, dénonçant lors de la session de clôture « tous les types de guerre non conventionnelle » qu'affronte son pays, était cousu de fil blanc : « Tant qu'existera l'impérialisme, il y aura lutte. Tant qu'il y aura l'impérialisme des Etats-Unis, bien qu'il soit en pleine décadence, il y aura des intrigues contre les gouvernements progressistes ». Ou que celui de son ami Evo Morales était convenu : « L'ennemi de ce temps est le président des Etats-Unis Donald Trump. C'est l'ennemi de l'Humanité et de la planète terre. » Mais constatons au passage que, dans la fameuse lettre de Lula, celui-ci écrit : « Nous condamnons les sanctions appliquées au Venezuela et les menaces d'intervention armée du président des Etats-Unis que, malheureusement, la droite, sur notre continent, ne condamne pas. Au contraire, dans la pratique, elle cherche à exclure le Venezuela des forums auxquels il a le droit de participer comme l'OEA ou le Mercosur [marché commun du sud]. » Quant à « Dilma », réputée encore plus modérée que son mentor, elle n'a pu empêcher de manifester son admiration : « Le Venezuela a démontré une immense capacité de résistance face à une force absolument disproportionnée mise en place par les Etats-Unis, et maintenant, avec le gouvernement de Trump, les menaces d'une intervention militaire. » Moyennant quoi la colombienne Piedad Córdoba, une autre femme qui, loin du monde des « idéologues », sait ce que lutter veut dire, a appelé à la

résistance : « Tout est le produit d'un blocus inhumain [10] qui, non seulement affecte les présidents, mais le peuple vénézuélien ».

De cette revue de détail de la situation continentale, un authentique naufrage, lui, a émergé : la Colombie « post-conflit » se noie dans le sang. Parlant de sa propre nation, Córdoba a fait un constat hélas connu de tous : « Rien [de ce qui avait été signé avec la guérilla des FARC] n'a encore été respecté par l'Etat et, évidemment, cela menace gravement l'Accord de paix. La situation est extrêmement difficile du fait de l'assassinat de dirigeants et dirigeantes du mouvement social, 324 en tout, un fait extrêmement douloureux. » Tournant les Accords, les enfreignant, y contrevenant, la justice colombienne a été jusqu'à interdire de quitter le pays aux ex-commandants de l'opposition armée, Rodrigo Londoño et Rodrigo Granda, invités au FSP pour y parler de leurs perspectives de réintégration politique dans le cadre du nouveau parti Forces alternatives révolutionnaires du commun (également FARC), créé après le désarmement.

Dans le même registre « mesquineries, provocations et trahison », il a évidemment beaucoup été question à La Havane du président équatorien Lenin Moreno. Elu sous la bannière d'Alianza País (AP), parti de son prédécesseur Rafael Correa, dont il a été pendant six années vice-président, il a entrepris de détruire l'héritage de ce dernier et, dans le cadre d'une « chasse aux sorcières » digne de Torquemada, qui affecte tous les proches et partisans de l'ancien chef de l'Etat, va jusqu'à tenter de le faire condamner et emprisonner [11]. Tandis que Correa, dans un vidéo-message enregistré en Belgique détaillait la croisade menée contre lui, son ancien ministre de l'Economie, puis des Affaires étrangères, puis de la Défense, Ricardo Patiño, présent à La Havane, a appelé le FSP à se solidariser avec les dirigeants persécutés par la justice — Lula, Cristina Fernández de Kirchner, Correa et un autre de ses vice-présidents, Jorge Glas, déjà condamné et incarcéré au terme d'un procès sujet à caution.

Cassé en deux par Moreno et les opportunistes qui l'ont suivi, Alianza País était également représenté par son ex-secrétaire générale, présidente de l'Assemblée nationale de 2013 à 2017, la députée Gabriela Rivadeneira. Au-delà du cas Correa, celle-ci a mis en évidence le dramatique retour en arrière promu par Moreno : « Nous avons maintenant comme ministre de l'Economie le représentant des Chambres de commerce, nous avons reçu le vice-président des Etats-Unis et signé des accords de coopération militaire, nous revenons à nouveau aux traités bilatéraux d'investissement (…) En outre, depuis la rupture, nous avons perdu l'organisation politique qu'a fondé Rafael Correa, Alianza País. Depuis décembre [2017], nous avons commencé à travailler à la création d'une nouvelle organisation, mais nous nous heurtons à un blocage absolu : on ne nous permet pas de la légaliser, bien qu'elle soit la principale force du pays. »

Aux antipodes des thèses de la « gauche régressive », les manifestations de soutien à Correa se sont multipliées. Toujours sans existence légale dans son propre pays, le nouveau parti, Révolution citoyenne, a été accepté comme membre du FSP. Lequel, inquiet des rumeurs qui circulent avec de plus en plus d'insistance, a publié le 17 juillet un communiqué exhortant Quito à garantir les droits de Julian Assange, réfugié depuis six années dans l'ambassade équatorienne à Londres. Dans sa dérive, le président Moreno a clairement laissé entendre que ce locataire encombrant lui pose problème et qu'il aimerait s'en débarrasser. Au risque que l'homme qui a révélé leurs vilains petits secrets à travers Wikileaks soit ensuite extradé aux Etats-Unis.

Sans contact aucun avec les classes populaires, ce rassemblement de dirigeants et de partis prêterait légitimement le flanc à la critique. Raison pour laquelle a été portée une attention toute particulière à l'articulation des différents niveaux d'action politique. « Pour des raisons logiques et leurs formes différentes, tant les partis que les mouvements sociaux ont des façons distinctes de s'organiser et de fonctionner, constata l'émblée, sans fioritures, Mónica Valente, la secrétaire exécutive du FSP. Toutefois, nous qui sommes représentés ici partageons les mêmes objectifs et horizons, raison pour laquelle nous souhaitons stimuler un lien profond, dans nos pays, entre les partis et les mouvements sociaux, syndicaux et populaires. Nous connaissons la complexité de ces relations, mais également le potentiel dont nous disposons. »

On connaît les réussites de la vague post-néolibérale : selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), près de 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté au cours de la dernière décennie. On en connaît aussi les difficultés, les insuffisances, les échecs, les contradictions. « Les partis ne parviennent pas toujours à lire toutes les sensibilités des groupes et communautés locales, a estimé le syndicaliste costaricain Jorge Coronado. Il faut promouvoir le dialogue, non que les mouvements sociaux aient la lecture intégrale correcte, mais afin d'analyser comment nous devons faire pour agir de façon complémentaire. Et nous devons avoir une discussion fondamentale, celle de la démocratie, vu que l'institutionnalité bourgeoise a avalé un courant important de la gauche, qui a adopté sa logique [12]. »

A rebrousse-poil des sentiers battus, ce FSP n'a, on le voit, en rien ressemblé à une assemblée de « béni-oui-oui ». Bureaucratisation des processus, verticalité excessive, erreurs économiques, fiscalité insuffisamment réformée, perte de l'éthique, corruption, extractivisme, modèle économique … Aucun thème n'a été éludé par cette gauche qui connaît elle aussi l'impérieuse nécessité de la critique. Mais ne se retourne pas contre les siens pour autant. Et qui a annoncé, entre bien d'autres proclamations, l'entame de conversations entre

dix plateformes régionales de syndicats, mouvements de femmes, jeunes, militants LGTB, avec les partis, pour une meilleure coordination. Nul ne parie qu'il y aura forcément des miracles, mais, comme disait on ne sait trop qui [13], « là où il y a une volonté, il y a un chemin ».

De quatre jours d'embrassades, de poignées de mains et de claques dans le dos — Amérique latine n'est jamais triste, même lorsqu'elle affronte des difficultés ; , mais surtout de discours, de conférences, de rencontres, d'échanges et de débats, est sorti un mot d'ordre : « Unité ! » Au-delà de leurs sensibilités différentes, inspirés par « offensive multiforme, réactionnaire et conservatrice de la restauration néolibérale », tous ces délégués de la gauche latino-américaine se sont retrouvés sur l'essentiel, exprimé à travers les Conclusions finales (et une quarantaine de « résolutions »). En voici, résumés, quelques éléments :

« Nous dénonçons l'ingérence de l'OEA, qui continue à être considérée par le gouvernement des Etats-Unis comme son ministère des Colonies. Les agissements de son secrétaire général [Luis Amlagro], marqués par une méprisable soumission aux intérêts de la Maison-Blanche, le prouvent tous les jours. L'OEA et le Groupe de Lima [14] constituent les chevaux de Troie contre l'unité latino-américaine et caraïbe. »

« Nous condamnons la guerre non conventionnelle et de large spectre imposée par l'impérialisme yanqui et ses alliés européens, latino-américains et caraïbes contre la Révolution bolivarienne. (….) Comme il y a un an à Managua, le FSP reste en état d'alerte et en session permanente de solidarité internationaliste contre l'intervention au Venezuela. »

« Nous réaffirmons notre absolue volonté de parier pour la paix, en concordance avec la Celac [Communauté des Etats latino-américains et Caraïbes] qui, en janvier 2014 a déclaré l'Amérique latine zone de paix. Pour cette raison, nous appuyons la demande des forces politiques et sociales de Colombie pour que le gouvernement de ce pays mette en œuvre les Accords de La Havane, maintienne ouvert le dialogue avec l'ELN [Armée de libération nationale] et fasse des pas authentiques pour en finir avec l'assassinat d'ex-combattants, de dirigeants sociaux, politiques, écologistes et défenseurs des droits humains. »

« Nous rejetons de manière énergique la politique interventionniste des Etats-Unis dans les affaires internes du Nicaragua sandiniste, pays dans lequel est mise en œuvre la méthode appliquée par l'impérialisme nord-américain aux pays qui ne répondent pas à ses intérêts hégémoniques, causant la violence, la destruction et la mort à travers la manipulation et l'action déstabilisatrice des groupes terroristes de la droite golpista. »

« Nous exigeons que soit rendu au peuple de Cuba le territoire occupé illégalement par la base navale étatsunienne à Guantánamo. »

« Nous exigeons l'élimination de toutes les bases militaires étatsuniennes existant dans la région (77 au total qui, avec la Ve Flotte, couvrent tout l'espace régional), et de toutes les bases militaires de n'importe quel pays, où qu'il se trouve [15]. »

« Nous exprimons notre solidarité au «compañero» Rafael Correa Delgado, dirigeant populaire et progressiste de notre région. En raison de la rupture de l'Etat de droit et de la procédure régulière, le «compañero» Rafael est lui aussi victime d'une persécution politique et de l'utilisation de la justice comme instrument de vengeance et d'intimidation. »

« Nous exigeons la libération immédiate de Lula après une condamnation et une incarcération sans preuves, et soutenons son droit à être candidat présidentiel lors des élections d'octobre au Brésil, respectant ainsi la volonté de la majorité du peuple brésilien. Lula est vivant ! Lula Innocent ! Lula président ! »

Cuba, Brésil, Equateur, Venezuela, Nicaragua… Tous les « sujets qui fâchent ». Il ne s'agit pas là des déclarations d'un groupuscule, d'une secte, d'un clan, d'une chapelle, d'une tendance, d'une sous-tendance, d'une faction. Rappelons-le : elles émanent de 625 délégués appartenant à 168 organisations, partis politiques et mouvements sociaux… La gauche latina.

Mots-clés :

- Amérique latine
 - Foro de Sao Paulo
- Notes

[1] Lire : <http://www.medelu.org/Washington-FMI-patronat> et <http://www.medelu.org/Le-Nicaragua-sous-dictature-du>

[2] Daniel Ortega, dirigeant du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), réélu à la présidence le 6 novembre 2016, avec 72,5% des suffrages (abstention : 31,8 %) ; Rosario Murillo (son épouse), vice-présidente.

[3] <http://www.cloc-viacampesina.net/noticias/nicaragua-comunicado-de-la-asociacion-de-trabajadores-del-campo-0>

[4] <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=244304&titular=%22como-intelectuales-queremos-manifestar-nuestro->

profundo-rechazo-frente-a-la-violencia-pol%EDtica-estatal

[/a] Ambassadeur de la Bolivie aux Nations unies depuis 2009, Pablo Solón a démissionné en 2011 pour marquer son désaccord avec la répression de manifestations radicales de groupes indigènes du parc Tipnis, mobilisés contre la construction d’une route traversant leur territoire.

[5] <http://llamadointernacionalvenezuela.blogspot.com/2017/05/appeleinternational-urgent-pour-stopper.html>

[6] <https://www.aporrea.org/ideologia/a247063.html>

[7] Pour comprendre la crise brésilienne : <http://www.medelu.org/Crise-democratique-et-condamnation>

[8] Cuba avait déjà accueilli le FSP en 1993 et 2001.

[9] Née à l’initiative de Hugo Chávez et Fidel Castro, cette initiative d’intégration régionale innovante regroupe aujourd’hui neuf pays : la Bolivie, l’Equateur, le Venezuela, le Nicaragua, Cuba, Antigua-et-Barbuda, La Dominique, Sainte-Lucie, -Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Les « golpistas » honduriens s’en sont retirés une fois leur coup d’Etat réussi.

[10] Référence aux sanctions américaines et à la « guerre économique » dont est victime le Venezuela.

[11] Vivant actuellement en Belgique, où est originaire son épouse, Correa est sous le coup d’un ordre de « prison préventive » qui a été notifié à Interpol – pour l’heure sans résultat. Mais il ne peut plus rentrer en Equateur pour y exercer une quelconque activité politique.

[12] <https://www.alainet.org/es/articulo/194151>

[13] La phrase est attribuée à Lénine, Winston Churchill, Jaurès et même Lao Tseu.

[14] Alliance de quatorze pays néolibéraux latino-américains, dont le Brésil, l’Argentine, la Colombie, le Pérou et le Canada, agissant en supplétifs des Etats-Unis contre le Venezuela. La récente victoire d’Andrés Manuel López Obrador au Mexique devrait priver la coalition d’un poids lourd de la région.

[15] Référence à l’occupation des îles Malouines argentines par les Britanniques.

APPEL AUX DONS Vous pouvez aider au développement du site de Mémoire des luttes par une contribution, ponctuelle ou régulière, d’un montant à votre convenance.

En savoir plus

ARTICLES

Les + populaires Récents

- La voix dissonante du Forum de São Paulo
- Au Salvador, montée en puissance d’un nouveau mouvement social contre la privatisation de l’eau
- Le Nicaragua sous dictature du double standard et du copier-coller
- AMLO : l’espoir à l’épreuve des pouvoirs réels au Mexique
- Donald Q. Trump, prestidigitateur
- La voix dissonante du Forum de São Paulo
- Donald Q. Trump, prestidigitateur
- AMLO : l’espoir à l’épreuve des pouvoirs réels au Mexique
- Au Salvador, montée en puissance d’un nouveau mouvement social contre la privatisation de l’eau
- Le trumpisme, ou l’art de l’insulte

Tweets by memoireluttes

- Les chroniqueurs
Ignacio Ramonet
Les douze victoires du président Maduro en 2017
- Bernard Cassen
Le faux épouvantail du protectionnisme

- Christophe Ventura
Au coeur de la nouvelle situation populiste en Amérique latine, les « classes moyennes »

Les invités de MDL

- Immanuel Wallerstein
Donald Q. Trump, prestidigitateur
- Fabien Escalona
À propos de « La gauche du 21e siècle », un livre de Christophe Aguiton

BRICS

- « Inde : la grande puissance « intermédiaire » par Immanuel Wallerstein
- Crise de la mondialisation : le temps des BRICS est venu par Emir Sader
- Les BRICS : une fable de notre temps par Immanuel Wallerstein & rarr; suite du dossier

Surveillance de masse

- « L'Empire de la surveillance »
- L'Empire de la surveillance par Ignacio Ramonet
- « Les révélations sur la surveillance de masse ont indiqué que nos droits sont en train d'être redéfinis en secret » par Katrina vanden Heuvel et Stephen F. Cohen & rarr; suite du dossier

Rencontre mondiale des mouvements populaires

- Le pape François rencontre les mouvements populaires de la planète en Bolivie par Mémoire des luttes
- Rencontre mondiale des mouvements populaires : quelles conclusions ? par Mémoire des luttes
- Déclaration finale de la Rencontre mondiale des mouvements populaires par Mémoire des luttes & rarr; suite du dossier

Hugo Chávez

- La « guerre économique » pour les Nuls (et les journalistes) par Maurice Lemoine
- Venezuela. Une crise d'importance capitale pour la gauche latino-américaine par Giorgio Boccardo, Sebastian Caviedes
- L'économie vénézuélienne peut-elle se rétablir ? par Mark Weisbrot & rarr; suite du dossier